



CCE de Pôle emploi - 21 mai 2015

## Refusons le renforcement du contrôle des chômeurs

### Déclaration de la CGT Pôle emploi

**Les déclarations ministérielles faites depuis mois démontrent sans la moindre ambiguïté que pour le gouvernement les chômeurs sont coupables de leur situation, les chômeurs sont coupables de coûter trop cher: pour la CGT Pôle emploi, ces propos et ces projets sont scandaleux et inacceptables, il s'agit d'une provocation de la part du gouvernement et du patronat à l'encontre du monde du travail.**

C'est dans ce contexte que Pôle emploi annonce la généralisation du contrôle renforcé des chômeurs.

Pour la CGT Pôle emploi nous condamnons ces orientations. Nous interviendrons avec les personnels de Pôle emploi pour empêcher la mise en oeuvre de projets qui visent à transformer les chômeurs en coupables de leur situation alors qu'ils en sont les victimes.

Nous combattons tout ce qui d'une façon ou d'une autre va dans le sens des discours scandaleux tendant à accréditer l'idée que les chômeurs seraient des fainéants ou des fraudeurs. Nous affirmons que le contrôle des chômeurs ne doit pas être renforcé.

Nous refusons que 200 postes soient retirés des activités d'accompagnement et de conseil des privés d'emploi pour les affecter à des activités de contrôle des chômeurs.

Nous refusons que se mettent en place des politiques coercitives visant à faire peser sur les demandeurs d'emploi l'obligation d'accepter tout ce qui leur serait proposé - offre d'emploi ou de d'adaptation à l'emploi - même si cela ne correspond pas à leurs attentes ou à leur qualification.

Pour la CGT Pôle emploi les discours lénifiants de la direction visant à banaliser la gravité de cette organisation du travail ne doivent pas masquer que c'est une véritable aggravation du nombre de radiations pour refus d'emploi ou de formation qui est recherchée par ce dispositif. Contrairement aux affirmations selon lesquelles aucun objectif chiffré ne sera donné, on ne peut pas croire que dans un contexte généralisé de mise en oeuvre d'une politique de résultats, l'activité des équipes spécialisées sur le contrôle des demandeurs d'emploi y échapperait.

Nous refusons que soit renforcée à Pôle emploi une segmentation aggravée des activités des conseillers entre accompagnement, contact avec les entreprises, contrôle qui tout à la fois prépare la « vente à la découpe » des activités plus facilement privatisables, et qui organise le brouillage du sens des activités et des missions: quand la main gauche ne sait pas ce que fait la main droite, c'est la compréhension générale par les agents des activités qu'ils effectuent qui est mise

en cause. C'est la gravité du sens général des activités des agents et de la réorganisation du travail que la direction cherche à masquer.

Ce qui doit être renforcé massivement et de toute urgence ce sont les moyens de Pôle emploi pour aider les privés d'emploi dans leurs recherches d'emploi ou de formation, pour prospecter les entreprises et mettre en oeuvre une politique destinée au développement de l'emploi, pour indemniser au mieux l'ensemble des demandeurs d'emploi.

Paris, le 21 mai 2015

---

**Bulletin d'Adhésion à la CGT**

**Nom :**..... **Prénom :**.....

**Adresse :**.....

**Établissement, Site, Service, Unité :**.....

**Tél. :**.....

**E-Mail :**.....@ .....

**À remettre au militant de la CGT de votre choix ou à adresser à:**

**[syndicat.cgt@cgt-pole-emploi.fr](mailto:syndicat.cgt@cgt-pole-emploi.fr)**